[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNESON PROPOSE LA SUSPENSION DE L'ARTICLE 43 DU
RÈGLEMENT—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, étant donné les difficultés que notre parti a connues l'autre jour en ce qui a trait à l'article 43, et qu'aujourd'hui le Nouveau parti démocratique est aux prises avec la même difficulté, et étant donné l'embarras de la présidence quant à son application, je propose, appuyé par l'honorable député de Shefford (M. Rondeau):

Que l'application de l'article 43 du Règlement soit immédiatement suspendue, étant donné son usage et son interprétation, et soit déferée au comité de la procédure et de l'organisation pour étude et rapport à la Chambre.

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député n'a pas mentionné dans la présentation de sa motion qu'il la proposait en vertu de l'article 43 du Règlement. Je dois toutefois présumer que c'est bien en vertu de cet article qu'il la proposait. Je puis difficilement mettre en doute que le sujet de la motion présente une certaine nécessité.

[Français]

La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. En vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.**Des voix:** Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc être mise en délibération.

* * *

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBREL'EXPOSÉ DU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES
RESSOURCES, PRÉVU POUR LE JEUDI 6 FÉVRIER 1975

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, comme le savent les députés, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) fera une autre déclaration demain. Il y a eu consultation entre les leaders des partis à la Chambre quant à la meilleure procédure à suivre qui permette de discuter le sujet et d'interroger à fond le ministre, et je voudrais par conséquent proposer un ordre en ces termes:

Qu'à 8 heures, le jeudi 6 février, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources fasse une déclaration qui sera suivie d'un commentaire prononcé par un porte-parole de chacun des partis de l'opposition, et suite aux réactions desdits porte-parole, que les députés puissent interroger le ministre sur sa déclaration jusqu'à l'heure habituelle de l'ajournement.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, d'après les conversations que j'ai eues avec mon collègue,

Interprétation—Loi

le leader du gouvernement à la Chambre, je crois savoir que sa déclaration sera plutôt longue. Avant de donner mon consentement au nom de l'opposition officielle à cet égard, je voudrais que le leader du gouvernement à la Chambre m'assure que, dans des circonstances raisonnables dont lui et moi pourrions discuter, l'on donnera l'occasion voulue à tous les partis d'opposition de revoir la déclaration que le ministre se prépare à faire, cela à cause de la longueur de cette dernière. C'est pourquoi je demande à Votre Honneur de bien vouloir reporter le sujet à un peu plus tard cet après-midi, pour que mon honorable ami et moi-même puissions en discuter plus à fond.

M. Guay (Saint-Boniface): Qui est votre ami?

M. Baker (Grenville-Carleton): Le leader du gouvernement à la Chambre est toujours mon ami.

M. l'Orateur: La question vient d'être présentée. Elle ne peut être débattue sans le consentement unanime de la Chambre. Faute d'unanimité, la question ne peut être mise en délibération.

[Français]

L'honorable député de Bellechasse pose-t-il la question de privilège?

M. Lambert (Bellechasse): Oui, monsieur le président. De nombreux travailleurs de l'industrie du textile sont présentement devant l'édifice du parlement pour revendiquer certains de leurs droits, en vue de protéger leur emploi.

J'ai eu l'occasion tantôt de rencontrer quelques travailleurs de la ville de Montmagny qui aimeraient bien rencontrer les autorités gouvernementales. Je voudrais donc demander au premier ministre, étant donné l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie), s'il voudrait bien consentir à autoriser un membre du Cabinet à rencontrer ces travailleurs, afin de les rassurer au sujet de leurs demandes, et éviter ainsi qu'ils restent ici trop longtemps. C'est l'hiver, il faut tout de même être humain.

M. Chrétien: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Pour clarifier la situation, je dirai qu'à la demande de notre caucus, quand la période des questions sera terminée je rencontrerai la délégation.

M. l'Orateur: J'ai l'impression que cela est bien compris.

* * *

[Traduction]

LA LOI D'INTERPRÉTATIONMODIFICATION PRÉVOYANT L'EMPLOI DE MOTS
S'APPLIQUANT À LA FOIS AU GENRE MASCULIN ET AU GENRE
FÉMININ

Mme Simma Holt (Vancouver Kingsway) demande à présenter le bill C-376, tendant à modifier la loi d'interprétation.

Des voix: Expliquez-vous.